

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2003-2004

---

15 JANVIER 2004

---

**Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions et portant extension des compétences fiscales des régions en matière d'impôt des sociétés**

(Déposée par M. Etienne Schouppe)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

### GÉNÉRALITÉS

Le rapport sur la compétitivité de l'économie flamande (Sleuwaegen et De Backer, 2003) révèle que la Flandre commence à accuser un sérieux retard par rapport aux régions européennes en forte croissance, alors qu'il y a quelques années elle faisait encore partie du peloton de tête.

Les deux handicaps majeurs de l'économie flamande sont l'impôt des sociétés et le coût du travail. Voilà pourquoi il est indispensable pour la Flandre d'une part, de pouvoir, à bref délai, utiliser l'impôt des sociétés comme levier de sa politique économique et d'autre part, de réduire les charges salariales en faisant sortir les allocations familiales et les soins de santé de la sécurité sociale. Ces mesures sont indispensables si la Flandre veut redevenir attractive pour les investisseurs tant nationaux qu'étrangers.

Par ailleurs, selon l'auteur de la proposition de loi, la Flandre doit être récompensée des efforts qu'elle consent pour accroître l'emploi et l'entrepreneuriat. Il faut pour cela mettre en place un mécanisme par

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2003-2004

---

15 JANUARI 2004

---

**Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten en tot uitbreiding van de fiscale bevoegdheid van de gewesten inzake de vennootschapsbelasting**

(Ingediend door de heer Etienne Schouppe)

---

## TOELICHTING

---

### ALGEMEEN

Uit het rapport over het concurrentievermogen van de Vlaamse economie (Sleuwaegen en De Backer, 2003) blijkt dat Vlaanderen in vergelijking met de sterke Europese groeiregio's een ernstige achterstand begint te vertonen. Enkele jaren terug was Vlaanderen nog een van de koplopers.

Twee grote handicaps van de Vlaamse economie zijn nu de vennootschapsbelasting en de arbeidskost. Daarom moet, enerzijds, Vlaanderen op korte termijn de vennootschapsbelasting kunnen inzetten als een instrument voor zijn economisch beleid en moeten anderzijds, de loonlasten dalen door de kinderbijslag en de gezondheidszorg uit de sociale zekerheid te halen. Deze hefboomen zijn noodzakelijk om Vlaanderen terug aantrekkelijk te maken voor binnen- en buitenlandse investeringen.

Daarenboven moet Vlaanderen volgens de indiener voor zijn inspanningen voor meer werkgelegenheid en ondernemerschap beloond worden. Er dient een mechanisme ontwikkeld, waarbij de federale over-

lequel l'autorité fédérale reverserait à l'entité fédérée concernée les recettes supplémentaires résultant des efforts consentis par cette dernière. Il s'agit d'une forme de responsabilisation. Pour chaque chômeur mis au travail, l'autorité fédérale n'a plus d'allocations de chômage à payer et elle perçoit des recettes supplémentaires sous forme d'impôt des personnes physiques et de cotisations de sécurité sociale.

### Économie de la connaissance compétitive et dynamique

L'Irlande est un exemple éloquent de région en forte croissance. En l'espace de cinq ans, ce pays est parvenu à réaliser un PIB par habitant supérieur à celui de la Flandre. L'Irlande a non seulement rattrapé son retard par rapport à la Flandre mais elle a de surcroît dépassé celle-ci. La Flandre peut tirer des leçons de cet exemple irlandais. Sur le plan fiscal surtout, les Irlandais ont pris un certain nombre de mesures radicales, grâce auxquelles il est devenu extrêmement intéressant d'investir dans leur pays. Ils ont ainsi pu attirer de nombreuses entreprises étrangères. Selon le rapport du professeur Sleuwaegen (voir plus haut), la Flandre doit attirer davantage d'entreprises étrangères déjà actives dans les secteurs dits à forte intensité de connaissance pour l'« *upgrading* » de l'activité économique.

Contrairement aux secteurs irlandais, les secteurs flamands se situent relativement plus dans le segment de la basse technologie. Nous ne sommes pas spécialisés dans les secteurs de connaissance. L'Irlande, en revanche, est parvenue à se spécialiser fortement dans plusieurs secteurs, surtout ceux de la connaissance et de la haute technologie.

La régulation et l'imposition constituent un autre facteur non négligeable. Le *Global Entrepreneurship Monitor 2002* a montré qu'il existait une corrélation positive significative entre de bonnes mesures sur le plan de la régulation et de l'imposition, d'une part, et la présence de jeunes entreprises «à haut potentiel», d'autre part. L'impôt des sociétés est l'impôt spécifique des entrepreneurs. Là encore, l'Irlande s'avère être à la pointe par rapport à d'autres pays. L'impôt des sociétés a donc bel et bien une incidence à ne pas sous-estimer.

Enfin, il convient de rappeler qu'à Lisbonne, l'UE, et donc aussi la Belgique, se sont fixé comme nouvel objectif stratégique pour la décennie en cours de «devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde».

### Taux de l'impôt des sociétés

La Commission européenne a calculé qu'en Belgique, pour les sociétés ordinaires, le taux effectif

de de extra inkomsten, verworven door de inspanningen van de betrokken deelstaat, doorstort aan die deelstaat. Dit is responsabilisering. Voor elke werkloze die aan het werk gaat, moet de federale overheid immers geen werkloosheidsuitkering meer betalen en ontvangt ze bijkomende inkomsten uit de personenbelasting en de sociale zekerheid.

### Concurrerende en dynamische kenniseconomie

Ierland is een sprekend voorbeeld van een sterke groeiregio. In 5 jaar tijd is het land erin geslaagd een hoger BBP per inwoner te realiseren dan Vlaanderen. Ierland heeft zijn achterstand ten opzichte van Vlaanderen niet alleen ingehaald maar heeft nu ook nog een voorsprong gerealiseerd. Vlaanderen kan lessen trekken uit het Ierse verhaal. Vooral op fiscaal vlak hebben ze een aantal ingrijpende maatregelen genomen, waardoor investeren in Ierland uitermate interessant werd. Hierdoor heeft Ierland veel buitenlandse bedrijven kunnen aantrekken. Volgens het rapport van professor Sleuwaegen (zie hoger) moet Vlaanderen voor de « *upgrading* » van de economische activiteit meer buitenlandse ondernemingen aantrekken die reeds actief zijn in de zogenaamde kennisintensieve sectoren.

In tegenstelling tot de Ierse zitten de Vlaamse sectoren relatief meer in het lowtech-segment. We zijn niet gespecialiseerd in de kennissectoren. Ierland daarentegen is erin geslaagd om in verschillende sectoren een sterke specialisatie op te bouwen, vooral in kennis- en hightechsectoren.

Een andere niet te verwaarlozen factor vormt de regulering en de belastingen. De *Global Entrepreneurship Monitor 2002* toonde aan dat er een betekenisvolle positieve correlatie bestaat tussen de aanwezigheid van goede maatregelen op het vlak van regulering en belastingen, enerzijds, en de aanwezigheid van « *high-potential* » jonge bedrijven, anderzijds. Een specifieke belasting voor ondernemers is de vennootschapsbelasting. Ook op dit vlak blijkt Ierland in vergelijking met andere landen een uitschieter te zijn. De vennootschapsbelasting heeft dus wel degelijk een niet te onderschatten impact.

Ten slotte moet eraan herinnerd worden dat de EU, en dus ook België, zich in Lissabon als nieuw strategisch doel gesteld hebben voor het huidige decennium «de meest concurrerende en dynamische kenniseconomie in de wereld te worden».

### Tarief vennootschapsbelasting

De Europese Commissie berekende dat voor de gewone vennootschappen het effectief tarief (de ver-

(impôt dû en pourcentage des bénéficiaires) dépassait de cinq points le taux moyen des États membres de l'UE (2001).

L'étude annuelle de *KPMG-Belastingconsulenten* sur l'évolution des taux de l'impôt des sociétés dans soixante-huit pays montre que les taux appliqués en Belgique sont toujours supérieurs à la moyenne. La dixième place sur quinze États membres qu'elle occupe au classement de l'UE situe également la Belgique dans la tranche inférieure du classement communautaire. L'abaissement du taux de base de 40,17 % à 33,99 %, ne place donc certainement pas la Belgique dans le peloton de tête.

De plus, la réforme de l'impôt des sociétés réalisée par le gouvernement actuel est à ranger au rayon des occasions manquées. Comme il fallait que l'opération soit budgétairement neutre, la déductibilité d'une série de postes a été supprimée, notamment pour certaines taxes environnementales. Pour de nombreuses sociétés, la réforme est donc synonyme d'alourdissement des charges. Il est regrettable aussi que l'on n'ait pas mis la réforme à profit pour réaliser une simplification.

Une réduction de cinq points de l'impôt des sociétés est dès lors une solution adéquate pour consolider notre économie. Cette réduction neutraliserait le handicap susvisé dont souffre l'économie flamande. Elle permettrait d'attirer davantage d'entreprises, de stimuler les extensions et d'affûter l'esprit d'entreprise. Une réduction de un point de l'impôt des sociétés entraîne 5 % d'investissements étrangers supplémentaires. Ce serait là un incitant puissant pour notre croissance économique et l'emploi qui y est lié. L'impulsion considérable ainsi donnée à notre économie aurait à coup sûr un effet de retour appréciable.

### Régionalisation

La politique économique n'est pas, à l'heure actuelle, suffisamment adaptée aux problèmes spécifiques et aux visions politiques propres à chacune des régions.

Dans la ligne des résolutions du Parlement flamand du 3 mars 1999 concernant la poursuite de la réforme de l'État, on ne peut nier que des réformes institutionnelles sont indispensables pour pouvoir mener dans les régions une politique économique adaptée. Des compétences supplémentaires s'imposent plus particulièrement au niveau de la politique fiscale à l'égard des sociétés.

L'autonomie fiscale des régions est très limitée. En vertu de l'accord du Lambertmont, les régions peuvent appliquer des centimes additionnels et soustractions à l'impôt des personnes physiques, dans des marges définies et sous le contrôle fédéral. Il n'existe actuellement aucune compétence régionale dans le

schuldigde belasting als percentage van de winst) 5 punt hoger ligt in België dan in een gemiddelde EU-lidstaat (2001).

Uit het jaarlijks onderzoek van KPMG Belastingconsulenten naar de evolutie van de vennootschapsbelastingtarieven in 68 landen, blijkt dat de Belgische tarieven nog steeds bovengemiddeld zijn. Met een tiende plaats op vijftien EU-lidstaten, zit België ook binnen de EU in de onderste regionen van de ranglijst. De verlaging van het basistarief van 40,17 % naar 33,99 % maakt van ons land dus zeker geen koploper.

Bovendien is de door de regering doorgevoerde hervorming van de vennootschapsbelasting een gemiste kans. Omdat die begrotingsneutraal moest zijn, werden een reeks aftrekposten geschrapt, zoals de aftrek van bepaalde milieueffingen. Voor heel wat bedrijven vormt de hervorming dus een lastenverzwaring. Te betreuren is ook dat de hervorming niet werd aangegrepen om tot een vereenvoudiging te komen.

Een korting op de vennootschapsbelasting van 5 punt is daarom een geschikte oplossing om onze economie te versterken. Via die korting kan de hiervoor geschetste handicap voor de Vlaamse economie worden weggewerkt. Dit zal meer ondernemingen aantrekken, uitbreidingen stimuleren en de ondernemingsgeest aanscherpen. Een verlaging van de vennootschapsbelasting met 1 punt zorgt voor 5 % meer buitenlandse investeringen. Dit is een krachtige stimulans voor onze economische groei en de daaraan gekoppelde werkgelegenheid. Die enorme impuls in onze economie zorgt zeker voor een groot terugverdieneffect.

### Regionalisering

Het economisch beleid is op dit ogenblik te weinig aangepast aan de specifieke problemen en de eigen beleidsvisies in de verschillende Gewesten.

De resoluties van het Vlaams Parlement van 3 maart 1999 in verband met een verdere staatshervorming indachtig, kunnen we er niet omheen dat institutionele hervormingen noodzakelijk zijn om in de regio's een aangepast economisch beleid te kunnen laten voeren. Meer bepaald zijn bijkomende bevoegdheden inzake de fiscale politiek ten aanzien van vennootschappen noodzakelijk.

De fiscale autonomie van de gewesten is erg beperkt. Ingevolge het Lambertmont-akkoord mogen de gewesten op- en afcentiemen heffen op de personenbelasting, binnen vastgestelde marges en met een federale monitoring. Er bestaat momenteel geen enkele regionale bevoegdheid op het vlak van de

domaine de l'impôt des sociétés. C'est pourquoi les entités fédérées doivent pouvoir utiliser l'impôt des sociétés comme instrument de leur politique économique.

Ce point figure dans les résolutions du Parlement flamand de mars 1999, qui disposent expressément que le renforcement maximal de l'autonomie fiscale et financière est un objectif primordial à réaliser lors d'une prochaine réforme des institutions, et ce, pour les raisons suivantes :

1. l'autonomie fiscale permet de tenir compte des divergences dans les priorités;
2. la faculté de lever des impôts est un instrument important de la politique que souhaitent mener des pouvoirs publics;
3. l'autonomie fiscale renforce la légitimité de la démocratie;
4. l'autonomie fiscale permet de recueillir directement les fruits de la politique que l'on mène.

Les régions doivent pouvoir disposer de compétences accrues pour promouvoir la croissance économique et lutter contre les défaillances du marché par une plus grande dynamique de l'entreprise. S'ajoutant à l'autonomie financière et fiscale, des lots de compétences cohérents sont aussi un instrument important pour la conduite d'une politique de qualité et efficiente.

L'exécutif actuel a laissé passer l'occasion de régler le problème lors des négociations en vue de la formation d'un gouvernement et la question n'est plus à l'ordre du jour politique.

Pour le CD&V, une réduction à bref délai de cinq points de l'impôt des sociétés en Flandre représenterait une impulsion forte et indispensable pour redonner vigueur à l'économie flamande tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

### **Discrimination inhérente au régime actuel**

Le Conseil d'État a fait remarquer, à juste titre, dans son avis sur la loi spéciale portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, « que de telles réductions d'impôt différenciées de l'impôt des personnes physiques pourraient créer des distorsions de concurrence entre entreprises selon qu'elles sont exploitées par une personne physique ou par une société soumise à l'impôt des sociétés ». Les incitants fiscaux aux entreprises profitent en effet jusqu'à présent — de manière en principe uniforme —, aux entreprises uninominales et aux sociétés (par exemple, la déduction pour investissement).

vennootschapsbelasting. Daarom moeten de deelstaten de vennootschapsbelasting kunnen inzetten als instrument van hun economisch beleid.

Dit werd opgenomen in de resoluties van het Vlaams Parlement van maart 1999, welke uitdrukkelijk stelden dat de maximale versterking van de fiscale en financiële autonomie een primordiaal te verwezenlijken doelstelling vormt bij de volgende staatsvorming omwille van de volgende redenen :

1. fiscale autonomie laat toe rekening te houden met verschillen in voorkeuren;
2. het heffen van belastingen is een belangrijk instrument voor het overheidsbeleid;
3. fiscale autonomie versterkt de democratische legitimiteit;
4. fiscale autonomie laat toe rechtstreeks de vruchten te plukken van het gevoerde beleid.

De regio's moeten kunnen beschikken over meer bevoegdheden om de economische groei door middel van een grotere ondernemersdynamiek te bevorderen en marktfalen tegen te gaan. Coherente bevoegdheidspakketten zijn eveneens een belangrijk instrument voor het tot stand brengen van een kwaliteitsvol en efficiënt bestuur, samen met de financiële en fiscale autonomie.

Deze regering heeft de kans laten liggen om dit te realiseren bij de regeringsonderhandelingen en het staat niet op de politieke agenda.

Voor CD&V is op korte termijn een Vlaamse korting op de vennootschapsbelasting van 5 procentpunt een krachtige en noodzakelijke impuls om de Vlaamse economie zowel in binnen- als buitenland terug voor het voetlicht te plaatsen.

### **Discriminatie in de huidige regeling**

De Raad van State merkte terecht op in zijn advies inzake de bijzondere wet tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten « dat zodanig gedifferentieerde belastingverminderingen op de personenbelasting zouden kunnen leiden tot een verstoring van de concurrentie tussen ondernemingen, naar gelang ze geëxploiteerd worden door een natuurlijke persoon of door een vennootschap die onder de regeling van de vennootschapsbelasting valt ». Tot nog toe komen de fiscale stimulansen voor de ondernemingen in principe op eenvormige wijze zowel ten goede van de eenpersoonsondernemingen als van vennootschappen (bijvoorbeeld de investeringsaftrek).

L'extension des compétences des régions permettrait de lever cette inégalité de traitement qu'il est impossible de justifier raisonnablement.

### COMMENTAIRE DES ARTICLES

#### Article 2

Cet article ajoute l'impôt des sociétés à la disposition relative aux impôts conjoints, que les régions peuvent décider de réduire ou de majorer.

#### Article 3

Commentaire identique à celui de l'article 2.

#### Article 4

Il est préférable d'abandonner la notion vague de concurrence fiscale déloyale et de prendre pour critère le cadre normatif visant à préserver l'union économique et monétaire.

Cette disposition reprend une suggestion formulée par le Conseil d'État dans son avis sur la loi spéciale portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions.

Via het uitbreiden van de bevoegdheden van de regio's kan deze niet redelijk te verantwoorden ongelijke behandeling verholpen worden.

### ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

#### Artikel 2

Dit artikel voegt de vennootschapsbelasting toe aan de bepaling die handelt over de samengevoegde belastingen, waarop de gewesten verminderingen dan wel vermeerderingen kunnen toestaan.

#### Artikel 3

Zelfde verantwoording als bij artikel 2.

#### Artikel 4

Het vage begrip deloyale fiscale concurrentie wordt beter vervangen door de toetsingsgrond van het normatief kader ter vrijwaring van de economische en monetaire unie.

Deze bepaling neemt een suggestie over van de Raad van State in zijn advies inzake de bijzondere wet tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten.

Etienne SCHOUPPE.

**PROPOSITION DE LOI SPÉCIALE**Article 1<sup>er</sup>

La présente loi spéciale règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

## Art. 2

À l'article 6, § 2, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifié par la loi spéciale du 14 janvier 2001, les mots «ou à l'impôt des sociétés» sont insérés chaque fois après les mots «à l'impôt des personnes physiques dû».

## Art. 3

À l'article 6, § 2, alinéa 3, de la même loi spéciale, les mots «et l'impôt des sociétés» sont insérés après les mots «l'impôt des personnes physiques».

## Art. 4

À l'article 9, § 1<sup>er</sup>, de la même loi spéciale, modifié par la loi spéciale du 13 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

A. l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la disposition suivante :

«Dans le but de préserver l'union économique et l'unité monétaire, le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres approuvé par les gouvernements concernés, imposer un pourcentage maximum relatif aux réductions ou augmentations d'impôt, centimes additionnels ou remises susvisés.»;

B. les alinéas 2 à 5 sont abrogés.

3 décembre 2003.

**VOORSTEL VAN BIJZONDERE WET**

## Artikel 1

Deze bijzondere wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

## Art. 2

In artikel 6, § 2, tweede lid, 4<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd bij de bijzondere wet van 14 januari 2001, worden na de woorden «de verschuldigde personenbelasting» telkens de woorden «of vennootschapsbelasting» ingevoegd.

## Art. 3

In artikel 6, § 2, derde lid, van dezelfde bijzondere wet worden na het woord «personenbelasting» de woorden «en de vennootschapsbelasting» toegevoegd.

## Art. 4

In artikel 9, § 1, van dezelfde bijzondere wet, gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. het eerste lid wordt aangevuld met de volgende bepaling :

«De Koning kan ter vrijwaring van de economische en monetaire unie, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, genomen met instemming van de betrokken regeringen, een maximumpercentage opleggen voor de bovengenoemde belastingverminderingen of -vermeerderingen, opcentiemen of kortingen.»;

B. het tweede tot vijfde lid worden opgeheven.

3 december 2003.

Etienne SCHOUPPE.